



Actualité



D.R.

C'est un peu le Kissinger arménien. Gérard Libaridian a eu plusieurs vies ; tour à tour militant de la cause arménienne, historien universitaire, conseiller du président Ter Petrossian. Architecte du rapprochement arméno-turc, il consacre l'essentiel de son activité à la rédaction d'une œuvre magistrale qui recueille ses articles et entretiens parue à Erevan aux éditions Antares. L'occasion de revenir sur les défis qui se posent à la pensée politique arménienne.

Nouvelles d'Arménie Magazine : *Vous venez de faire paraître en Arménie et en arménien le second opus de vos cinq tomes consacrés à votre pensée sur les défis et les enjeux contemporains que traverse l'Arménie depuis 1991. Vos détracteurs estiment que vous êtes dans une entreprise de justification...*

Gérard Libaridian : Pourquoi devrais-je me justifier ? Mes analyses et mes projections se sont avérées justes. Si mes détracteurs avaient suivi les politiques que j'ai soutenues lorsqu'ils étaient au pouvoir, nous serions aujourd'hui dans une situation différente. En fait, ce sont eux qui doivent justifier leurs politiques passées d'extrémisme et de maximalisme qui ont conduit à la guerre, à la défaite et au rétrécissement de nos options et de nos leviers. D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi je devrais prendre ces détracteurs au

sérieux. Au lieu de s'engager dans l'argumentation et le raisonnement que j'articule, ils parlent de la motivation qui m'a poussé à publier ces livres. La motivation diminue-t-elle la valeur d'un argument, d'une analyse ? N'est-il pas possible que ce que j'écris soit valable, même si je n'ai pas la bonne raison de le publier ? Je n'ai aucun problème avec les critiques qui ne sont pas d'accord et qui argumentent leur point de vue avec des preuves. Je plains les détracteurs qui ne peuvent pas supporter la vérité et qui ont recours à des tactiques bizarres pour discréditer mon approche sans pouvoir l'infirmer. Vous n'allez pas me croire, mais il y a quelques années, une personne a cru pouvoir inciter les gens à ne pas tenir compte de mon analyse en écrivant que mon père était cuisinier ; il pensait que c'était là une raison valable pour me disqualifier. Cela a été écrit à une époque où j'étais titulaire d'un doctorat délivré par l'une des universités les plus respectées des États-Unis et où j'avais déjà acquis le titre de professeur d'université. Il est intéressant de noter que cet article contenant ce "secret" a été publié dans le journal *Asbarez*, pour lequel j'étais considéré comme suffisamment qualifié pour en exercer la fonction de rédacteur en chef une vingtaine d'années auparavant... Venons-en maintenant à l'objectif de la publication de mes livres. Pourquoi les gens publient-ils ? Un universitaire, un ancien diplomate doit-il s'expliquer ? Comme je l'ai expliqué dans les préfaces de ma nouvelle série de volumes, ces ouvrages rassemblent certains des textes les plus importants dont je suis l'auteur, des interviews que j'ai données, et leur totalité présentera ma réflexion sur notre histoire, notre société, nos politiques et nos défis. Certaines de mes réflexions, analyses et approches sont apparues de manière





fragmentaire à différents moments et en différents lieux, j'ai pensé que les rassembler permettrait aux lecteurs d'avoir une idée plus complète de ma position. N'oublions pas non plus que j'ai écrit à la fois en anglais et en arménien et que les lecteurs arméniens sont, mes articles en anglais ne sont pas accessibles à la plupart des Arméniens et vice versa pour les lecteurs de langue anglaise en ce qui concerne mes articles en arménien. Enfin, je dois ajouter que je reçois de nombreuses demandes, en particulier de la part de jeunes gens et surtout depuis la guerre de 2020, pour obtenir tel ou tel article, ou un certain nombre d'articles que j'ai publiés au fil du temps. Ces volumes résolvent également ce problème en mettant certains de mes écrits clés à la disposition de toute personne intéressée. Je pense également que ma position représente un segment du spectre politique arménien et qu'elle contribue à ce qui pourrait être un débat public sain.

NAM : *Dans les 36 sections regroupées en six parties consacrées à l'Arménie et au conflit du Haut-Karabagh, vous dressez un réquisitoire implacable et sévère sur les errements des dirigeants arméniens sur la question des relations arméno-turques et de la gestion de la question de l'Artsakh. En même temps, vous dédiez votre ouvrage à Levon Ter Petrossian pour lequel vous avez travaillé pendant des années cruciales. Quelle critique pourriez-vous néanmoins formuler sur son bilan ?*

G. J. : Je pense qu'il a commis des erreurs en ce qui concerne certaines de ses nominations. Il a également fait confiance à certains de ses collègues plus qu'il ne l'aurait dû. Certains membres de son administration ont réduit son capital politique au lieu de l'accroître. En ce qui concerne ses politiques, je pense qu'il était un réaliste visionnaire. Sinon, je n'aurais pas été en mesure de travailler avec lui, si étroitement, pendant sept ans, et de poursuivre un dialogue sain pendant toutes les années qui se sont écoulées depuis. Il est important de noter que depuis qu'il a quitté la présidence, Ter-Petrossian a fait l'objet d'une campagne organisée et soutenue visant à le dénigrer et à lui refuser de reconnaître ses mérites, à commencer par la victoire de la première guerre. Je pense que les historiens de demain le considéreront comme l'un des dirigeants les plus importants de la longue marche de notre peuple. C'est mon cas. Permettez-moi également de vous rappeler un fait important que j'ai mentionné dans ma dédicace : Levon Ter-Petrossian est le seul dirigeant de toute l'histoire de l'Arménie à avoir été élu directement par le peuple. Ne pensez-vous pas qu'un tel dirigeant devrait être reconnu ?

NAM : *Il semble que la pensée politique arménienne semble s'être scindée en deux : la souveraineté politique centrée sur l'idée de l'État, de l'indépendance d'une part ; la souveraineté territoriale défendue par le haytadisme, centrée sur le contrôle de territoires historiquement arméniens mais sous protection russe. Estimez-vous cette dichotomie pertinente ?*

G. J. : Je ne sais pas exactement ce que vous entendez par souveraineté territoriale de l'Arménie occidentale historique sous protection russe. Mais permettez-moi de supposer que vous entendez par là l'unification de l'Arménie occidentale

Je pense que les historiens de demain considéreront Ter Petrossian comme l'un des dirigeants les plus importants de la longue marche de notre peuple. C'est mon cas.

historique avec la République d'Arménie et l'ensemble de l'Arménie unifiée comme faisant partie de la Russie sous une forme ou une autre. Cet objectif, dans votre formulation, contraste avec l'accent mis par le premier groupe sur la république actuelle, sur son peuple et sur la défense de son indépendance. La dichotomie, comme vous l'appelez, est essentielle. Chacune implique un agenda et une stratégie. La première école de pensée veut résoudre les problèmes existants, essentiels et réels

d'un territoire et d'un peuple bien réels. La seconde école de pensée dit poursuivre une vision pour laquelle elle n'a pas de stratégie, si ce n'est d'assigner à la Russie des intérêts et des objectifs qu'elle n'a pas, une vision où les gens sont abstraits, une vision où la patrie actuelle peut être sacrifiée pour un « idéal supérieur » ou une « vision nationale ». Ou Haytadisme. Voyons maintenant si le Haytadisme survit au simple test du bon sens. La FRA, le principal champion du Haytadisme, s'est opposée à l'indépendance en 1990 et 1991, avec l'argument que si l'Arménie devenait indépendante, elle perdrait la protection de la Russie et la Turquie envahirait l'Arménie et achèverait l'œuvre du génocide. La peur de la Turquie était donc le principal problème à résoudre et même l'indépendance devait être sacrifiée à cette préoccupation. Pourtant, dans le même temps, la FRA a suivi une politique de revendications vis-à-vis de la Turquie, y compris la plus problématique aux yeux d'Ankara, à savoir des revendications territoriales. Comment cela peut-il avoir un sens ? Je sais que cela nous fait plaisir d'imaginer des réparations territoriales et d'imaginer une Arménie unifiée. Nous sommes un peuple traumatisé et nous voulons que justice soit faite. Et pourtant, la FRA fait tout pour provoquer la Turquie. Même si, d'un point de vue politique réel, de telles demandes semblent tout à fait irrationnelles quand (a) nous savons que cela n'arrivera pas et (b) que cela nuit à ce qu'il nous reste.

NAM : *Pouvez-vous donner un exemple concret ?*

G. J. : Permettez-moi de vous raconter une histoire vraie, que j'ai peut-être déjà raconté dans un autre contexte, mais qui mérite d'être répétée. À la fin de 1993 ou au début de 1994, le président de la commission permanente sur la construction de l'État du Parlement de l'époque, Edik Yegoryan, aujourd'hui décédé, a appelé le président Ter-Petrossian pour l'informer qu'un membre de sa commission, Mekhak Gabrielyan, proposait de soumettre un nouveau projet de loi à la commission. Ce projet de loi avait pour objet de déclarer nul et non avenu le traité de Kars de 1921, qui délimite la frontière entre la Turquie et l'Arménie. Cette frontière est restée inchangée depuis 1921 et, en tant qu'État héritier de l'URSS, l'Arménie a reconnu ce document ainsi que toutes ses autres obligations internationales. Mekhak Gabrielyan, député >>>





Actualité

>>> membre de la FRA au Parlement, à la voix douce, attendait de la commission qu'elle entame des auditions publiques sur le projet de loi, après quoi il espérait que le projet de loi serait soumis au vote de l'ensemble du Parlement. Le président m'a demandé de rencontrer la commission et j'ai demandé à Yegoryan d'organiser d'abord une réunion informelle de la commission un samedi à laquelle j'assisterais. Lorsque la commission s'est réunie, le président a demandé à M. Gabrielyan de défendre le projet de loi qu'il souhaitait proposer. M. Gabrielyan commença par présenter l'histoire et les griefs des Arméniens. L'introduction était si longue qu'au bout de vingt minutes, je pense qu'il n'avait atteint que la bataille de Vartanants, au V^e siècle, dans son récit. J'ai profité d'un moment où l'orateur avait besoin de reprendre son souffle pour intervenir. J'ai dit à M. Gabrielyan que j'étais prêt à passer toute la journée avec la commission, mais que je connaissais bien l'histoire arménienne et qu'il serait utile de clarifier d'abord certains points. Je lui ai demandé si, en fait, il avait l'intention de proposer un projet de loi visant à annuler le traité de Kars. Après que Gabrielyan a confirmé que telle était son intention, je lui ai demandé : « *Quel problème résout-il en voyant le traité de Kars annulé ?* » Il n'était pas sûr de ce que je voulais dire, alors je l'ai aidé. « *Je représente l'administration* », lui ai-je dit, et « *je peux vous dire quels sont les problèmes que nous essayons actuellement de résoudre : gagner une guerre, éviter d'autres engagements à l'étranger, maintenir l'inflation à un bas niveau et faire fonctionner les réformes économiques, trouver des moyens de soutenir un filet de sécurité sociale, et ainsi de suite.* » J'ai demandé à Gabrielyan : « *Quel problème essayez-vous de résoudre avec votre proposition ?* » Comme Gabrielyan commençait à réfléchir à ma question, j'ai ajouté : « *Est-il possible que, quel que soit le ou les problèmes que vous essayez de résoudre, votre solution puisse créer des problèmes plus graves que celui que vous essayez de résoudre avec votre proposition de loi ?* » Gabrielyan m'a demandé ce que je voulais dire, ce que j'ai été heureux de révéler : Le traité de Kars signale un accord entre la Turquie et l'Arménie (et trois autres États) concernant la frontière entre les deux États, ai-je expliqué. Si l'une des parties, l'Arménie en l'occurrence, déclare qu'elle ne reconnaît plus cette frontière sans qu'un nouvel accord ait été conclu, l'autre partie, la Turquie, n'a aucune obligation d'honorer ce traité ou de respecter cette frontière. Il n'y aurait pas de frontière à violer. Quelles sont les chances, ai-je demandé au député, que nos chars atteignent Van avant que les chars turcs n'atteignent Erevan ? Le président a attendu une minute, puis lui a posé la question : « *Pensez-vous toujours vouloir présenter ce projet de pro-*

Le Haytadisme offre de bons sentiments qui n'impliquent aucune responsabilité. Demander l'impossible, avoir la justice de son côté et poursuivre la bonne cause n'est pas une recette qui fait de vous une force politique ou un État qui fonctionne.



« *Nous semblons être pris entre le passé, fait de traumatismes, et l'avenir*

position ? » M. Gabrielyan s'est gratté la tête et a répondu : « *C'est une question plus sérieuse que je ne le pensais.* » M. Gabrielyan n'a pas présenté son projet de loi. C'est une histoire vraie et un simple échange qui résume le conflit et la différence entre les deux parties. C'est le conflit entre ces deux positions qui explique une grande partie de ce qui s'est passé au cours des 30 dernières années, au moins ; il montre comment évaluer les politiques, ce que nous devrions considérer comme un succès et ce que nous devrions considérer comme un échec. C'est-à-dire lorsque nous disposons d'un système de responsabilité pour la position politique et pour les politiques. Comme je l'ai dit, les visions et les rêves, c'est bien, mais pas si, en les poursuivant, on détruit ce que l'on a. Lors de la présentation publique de ce livre à Erevan en décembre dernier, je l'ai formulé ainsi : nous semblons être pris entre le passé, fait de traumatismes, et l'avenir, fait d'illusions. Quand notre peuple vivra-t-il le présent ? Le peuple arménien ne mérite-t-il pas de vivre le présent, son présent, dans la dignité et la paix ? Faut-il sacrifier chaque génération de jeunes hommes aux dieux du nationalisme, de l'héroïsme, du super patriotisme, au mépris des vérités simples ? Et avec quels résultats ?





avenir

fait d'illusions. Quand notre peuple vivra-t-il le présent ? »

NAM : Votre ami, le géostratège Gérard Chaliand, affirme que ce ne sont pas tous les États qui ont les moyens d'être indépendants. Votre combat politique semble s'être orienté sur l'impératif de l'indépendance nationale de l'Arménie. Vous le répétez inlassablement dans votre livre. Pensez-vous que l'Arménie a les leviers pour être réellement indépendante dans la situation géopolitique qui est la sienne ?

G. J. : Je suis d'accord avec mon ami et j'exprime la même évaluation d'une manière différente. Toute indépendance est relative et caractérisée par l'incertitude et la fluidité; la question essentielle est de savoir dans quelle mesure un État définit lui-même ses intérêts vitaux et choisit les moyens de les défendre. En ce sens, l'Arménie a la capacité de définir ses intérêts, mais au cours des deux dernières décennies, elle n'a pas réussi à le faire de manière adéquate. En conséquence, sa capacité à défendre ses intérêts a diminué. Lorsque nous réfléchissons au degré et à la qualité de l'indépendance d'un petit pays, nous pensons automatiquement aux forces extérieures qui menaceraient cette indépendance. Cela se confirme à différents degrés. J'ai fait valoir que les facteurs internes ont également une incidence sur l'adoption et la mise en œuvre, par les dirigeants d'un petit État, de politiques qui maximisent les chances de l'État d'être indépendant de la

manière que j'ai décrite plus haut. Ce problème n'est pas nouveau; il remonte à l'Arménie du V^e siècle, lorsque le pays a perdu son statut de royaume indépendant. Je conseille à tous les Arméniens de lire Movses Khorenatsi. Au moins les dernières pages, le fameux « Ողբ ». L'historien y explique les raisons de la perte de ce royaume, c'est-à-dire de sa souveraineté. Aucune des raisons qu'il propose n'est liée à des menaces extérieures ou à de mauvais voisins. Il énumère un certain nombre de raisons toutes liées au comportement des élites arméniennes: princes, ecclésiastiques, juges et généraux. Nous cessons de nous occuper de la vraie politique lorsque nous séparons les menaces étrangères de notre propre comportement.

NAM : Vous soulignez une forme d'irresponsabilité politique de la part des élites arméniennes d'Arménie et de diaspora qui sont encore imprégnées de l'idéologie nationale, de la référence au traité de Sèvres, à l'Arménie wilsonienne. Pourquoi selon vous le Haytadisme politique est un échec ?

G. J. : Tout simplement parce que le Haytadisme ignore les vrais problèmes et les vraies options pour les résoudre. Au lieu de faire face aux réalités et aux choix très difficiles, le Haytadisme offre de bons sentiments et de beaux rêves qui n'impliquent aucune responsabilité. Demander l'impossible, se réjouir d'avoir raison, avoir la justice de son côté et poursuivre la bonne cause n'est pas une recette qui fait de vous une force politique ou un État qui fonctionne. Je ne sais pas à quand remonte la dernière fois où la justice, le droit et l'équité ont déterminé l'issue d'un conflit. Presque tous les traités ou lois que l'on peut citer sont exactement la raison pour laquelle nous ne sommes jamais arrivés à rien. Aujourd'hui, on les évoque en espérant atteindre un objectif. Quiconque évoque le traité de Sèvres a-t-il proposé une stratégie pour le faire revivre? Il y avait des raisons pour lesquelles les puissances signataires l'ont laissé pour mort et sont allées à Lausanne. Ces raisons ont-elles disparu? L'un de ces pays ou l'un de nos meilleurs amis, y compris la Russie, ont-ils donné des raisons de croire qu'ils pourraient revenir sur leurs intérêts et stratégies de longue date afin d'utiliser leurs ressources pour mettre en œuvre un traité que tout le monde - à l'exception de la Turquie - a oublié? De telles campagnes ne sont pas seulement stériles, elles sont aussi nuisibles.

NAM : Vous écrivez que la peur enferme la pensée politique dans un carcan. Peur du panturquisme génocidaire ?

G. J. : Malheureusement, au lieu de mesurer les menaces réelles, le Haytadisme propose une peur générique qui rend presque impossible le discernement des menaces réelles, mais qui contribue à pousser l'Arménie et les Arméniens vers la dépendance et ses funestes conséquences. Pendant des années, les Haytadistes ont crié à la menace du panturquisme et à la certitude d'un nouveau génocide, tandis que quelques-uns d'entre nous mettaient en garde contre un danger clair et présent venant de l'Azerbaïdjan en raison du conflit réel sur le Karabakh et de la réticence de la >>>

PHOTOUR





Actualité

>>> partie arménienne à évaluer correctement la situation et la menace. La Turquie n'a pas attaqué, mais l'Azerbaïdjan l'a fait et nous savons tous ce que nous avons perdu. C'est le prix à payer pour les positions extrémistes motivées par l'idéologie.

NAM : *Que reprochez-vous aux dirigeants de la FRA depuis la défaite de la Guerre des 44 jours ? De ne pas être dans le réel et de ne pas prendre leur responsabilité ?*

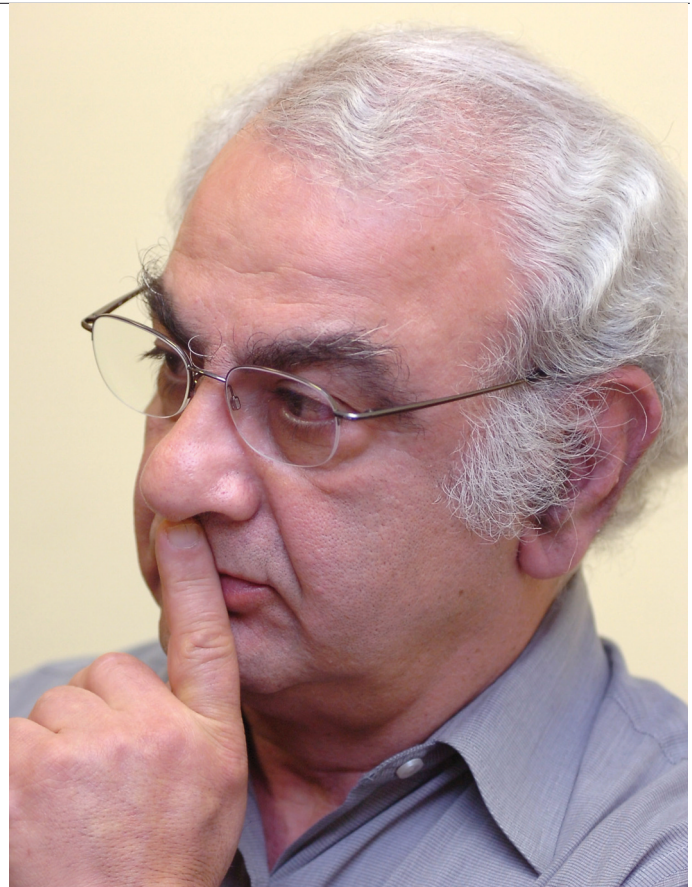
G. J. : À l'heure actuelle, je ne suis pas sûr qu'il soit utile de faire des reproches à qui que ce soit, qu'il s'agisse de la FRA ou d'un autre groupe politique. Si un groupe politique ou un dirigeant refuse de tirer les conclusions qui s'imposent de la désastreuse et funeste guerre de 2020, c'est qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez lui. La FRA et d'autres groupes similaires ont mené des politiques qui ont conduit à la guerre et à la défaite. On pourrait se montrer généreux et dire qu'en politique, il arrive que l'on se trompe. Il arrive qu'un ou plusieurs partis politiques adoptent et suivent une politique qui conduit à des conclusions désastreuses. On peut dire cela, même s'il était évident que ces politiques allaient conduire à des pertes irré récupérables et qu'ils ont été avertis à de nombreuses reprises de ces pertes. Mais continuer les mêmes politiques, continuer avec les mêmes fausses hypothèses et la même logique, après la guerre et les pertes, est tout simplement incompréhensible. La seule explication est qu'il ne s'agit pas d'une politique normale, normale dans le sens où les partis sont là pour identifier et résoudre les problèmes afin d'assurer la sécurité de la population et de l'État. Ces partis et ces dirigeants semblent avoir peu de choses à voir avec les réalités et la prise de décision rationnelle.

NAM : *Pensez-vous que les dirigeants de l'Artsakh qui selon vous portent une lourde responsabilité dans le funeste destin de leur région ont pris les leçons de la défaite ?*

G. J. : C'est douloureux de le dire, mais les dirigeants de l'Artsakh au cours des 30 dernières années - et ceux qui les ont soutenus dans leurs politiques irréalistes et maximalistes - ont une part importante de responsabilité dans le désastre auquel ces politiques ont conduit. Soutenus par les forces politiques en Arménie et par de nombreux membres de la diaspora, ils ont fait obstacle à des solutions raisonnables et réalisables qui auraient garanti les intérêts vitaux de l'Artsakh sans nécessairement renoncer à des possibilités dans le futur. C'est encore plus douloureux de constater que les dirigeants de l'Artsakh n'ont pas su tirer les bonnes leçons de la guerre. Ils ont perdu l'Arménie en tant que garant de

C'est douloureux de le dire, mais les dirigeants de l'Artsakh au cours des 30 dernières années - et ceux qui les ont soutenus dans leurs politiques irréalistes et maximalistes - ont une part importante de responsabilité dans le désastre.

PHOTOUR



« Nous cessons de nous occuper de la vraie politique lorsque nous séparons les menaces étrangères de notre propre comportement. »

leur sécurité et leur meilleur espoir, la Russie, est incapable et/ou refuse de leur fournir la sécurité nécessaire. Mais ils ne semblent pas avoir tiré les conclusions que l'on attendrait d'eux.

NAM : *Aujourd'hui une jeune génération de diplomates et de responsables politiques arméniens est engagée dans un processus de normalisation avec la Turquie. Vous avez été le premier à ouvrir la voie du dialogue. Or, on pourrait dire que le contexte actuel paraît plus défavorable à l'Arménie. Autrement dit, comment parler avec la Turquie et comment arriver à faire dissocier la question de l'Artsakh de celle de la normalisation des relations bilatérales arméno-turques ?*

G. J. : A mes yeux, la normalisation est avant tout la création de conditions qui réduiront toute menace ou perception de menace que l'Arménie ressent de la part de la Turquie. Il ne me semble pas que la Turquie dissociera la question des relations bilatérales avec l'Arménie de celle des relations de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan. Ankara pourrait prendre quelques mesures mineures et faire des gestes symboliques, mais pour l'instant, je ne vois pas pourquoi elle le ferait. Les relations avec l'Arménie ont une certaine importance pour la Turquie, mais pas plus que ses relations avec l'Azerbaïdjan. Les relations entre Ankara et Bakou ont bien d'autres dimensions que l'affinité ethnique qui existe entre eux. ■

Propos recueillis par Zaven Djandjikian

